



## Conseil de sécurité

Distr.  
GÉNÉRALE

S/1998/1105  
20 novembre 1998  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

LETTRE DATÉE DU 19 NOVEMBRE 1998, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL  
DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DE L'ÉRYTHRÉE AUPRÈS DE  
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

Comme suite à notre communication du 11 novembre 1998 (S/1998/1060), j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte du communiqué relatif aux premières réactions de l'Érythrée aux propositions formulées par l'équipe de l'OUA à Ouagadougou, présenté le 12 novembre 1998 au corps diplomatique d'Asmara par le Ministre des affaires étrangères de l'État d'Érythrée (voir annexe).

J'ai également reçu pour instructions de vous faire savoir, comme indiqué dans notre communication antérieure du 11 novembre 1998, que l'Érythrée a bien accueilli les efforts de paix déployés actuellement par l'OUA et considère la rencontre de Ouagadougou comme positive, car elle constitue une instance permettant de mieux comprendre toutes les questions en jeu. L'Érythrée continuera de participer de manière positive à ce processus et présentera dans le détail, ainsi que l'équipe de l'OUA le lui a demandé, sa réaction aux différents points soulevés dans les propositions relatives à un accord-cadre suffisamment à temps pour qu'elle puisse être examinée lors des prochaines discussions que l'OUA doit consacrer à cette question en décembre 1998.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Haile MENKERIOS

Annexe

DÉCLARATION DU 12 NOVEMBRE 1998 DU MINISTRE DES AFFAIRES  
ÉTRANGÈRES DE L'ÉTAT D'ÉRYTHRÉE

Je vous remercie d'avoir accepté notre invitation à cette réunion d'information au sujet de la réunion tenue le week-end dernier à Ouagadougou sous les auspices de l'OUA.

Vous aurez reçu la déclaration publiée par notre ministère des affaires étrangères exposant nos points de vue sur les points de discussion proposés par le Comité de haut niveau de l'OUA. Si j'ai convoqué cette réunion, c'est pour procéder à un échange de vues plus approfondi avec vous et souligner les points saillants de notre déclaration du 9 novembre 1998.

1. Les points de discussion de l'OUA contiennent certains éléments nouveaux et positifs. Le plus important est la reconnaissance que le différend frontalier n'a pas commencé en mai 1998 mais remonte au moins à juillet 1997. L'OUA a demandé qu'il soit procédé à une enquête sur les incidents de juillet-août 1997 et du 6 mai 1998, "afin de déterminer les origines du conflit". Cette enquête, que l'Érythrée a demandée dès le début, aidera à démontrer que c'est l'Éthiopie qui a provoqué la crise actuelle a) en faisant usage de la force pour susciter une situation nouvelle sur le terrain en occupant Adi-Murug dans le Bada et en faisant des incursions dans la zone de Badme en juillet 1997; b) en provoquant des accrochages armés, en lançant, sans provocation, la première attaque contre nos unités le 6 mai 1998, dans la région de Badme. Nous sommes convaincus que ces enquêtes seront déterminantes en montrant quelle partie a commis des actes d'agression et qu'elles auront une incidence sur le cadre d'une solution.

2. Le deuxième élément, tout aussi important, des points de discussion est la reconnaissance que le différend frontalier ne peut être réglé que par la démarcation de la frontière sur la base des frontières coloniales. Il s'agit également d'un point fondamental sur lequel le Gouvernement érythréen insiste depuis le début. Les frontières entre l'Érythrée et l'Éthiopie sont définies sans équivoque dans les Traités de 1900, 1902 et 1908. Mais ici, la question cruciale est de savoir si l'Éthiopie respecte ces frontières. Le fait qu'elle ait publié la carte illégale d'octobre 1997 montre bien que ce n'est pas le cas. Les mesures que l'Éthiopie a prises depuis en témoignent également. C'est pourquoi l'Érythrée a demandé qu'il soit dit explicitement et sans ambiguïté que les frontières de l'Érythrée sont précisément celles qui ont été héritées de la colonisation italienne.

3. Dans le document, il est demandé à l'Érythrée de faire preuve de "bonne volonté" et de redéployer ses troupes à partir de Badme. L'Érythrée a réitéré sa demande tendant à ce que l'OUA commence par définir les coordonnées du village de Badme par rapport aux frontières coloniales de l'Érythrée avant de se prononcer sur le "redéploiement et l'administration intérimaire". Il s'agit, soit dit par parenthèse, d'un travail simple qui peut être exécuté en un jour avec du matériel moderne. L'autre élément est la question de la bonne volonté. L'Érythrée a souligné que la bonne volonté doit être demandée aux deux parties et ne saurait en tout état de cause s'appliquer à un abandon de souveraineté, même à titre provisoire, à un pays étranger.

/...

4. L'Érythrée a en outre souligné que la cessation des hostilités, demandée à titre de premier point dans le document, doit faire l'objet d'un accord signé par les deux parties à la réunion de Ouagadougou. Toutefois, cela a été rejeté par la partie éthiopienne.

Tels sont les points principaux dont l'Érythrée a demandé l'inclusion dans un cadre viable pour une solution pacifique. Nous avons également demandé que l'on mette les choses au clair pour ce qui est de la déportation de civils, dans la mesure où cette question fait partie des points de discussion. Finalement, le Comité de haut niveau de l'OUA nous a informés que ces questions seraient examinées lors de la prochaine réunion de l'organe central prévue pour décembre 1998 et a demandé que les deux parties lui communiquent par la suite leur réponse finale.

J'espère que ce bref aperçu vous donnera une idée de ce qui s'est passé à Ouagadougou et de ce que l'avenir nous réserve. Je me ferai un plaisir de répondre à vos questions éventuelles.

-----